Changer le monde par des politiques publiques ?

Lorenzo Barrault-Stella, Pierre-Edouard Weill

► To cite this version:

Lorenzo Barrault-Stella, Pierre-Edouard Weill. Changer le monde par des politiques publiques ?. Fondation Copernic. Manuel indocile de sciences sociales. Pour des savoirs résistants, La Découverte, pp.347-357, 2019, 9782348045691. 10.3917/dec.coper.2019.01.0347 . halshs-02420289

HAL Id: halshs-02420289

<https://shs.hal.science/halshs-02420289>

Submitted on 10 Jan 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Changer le monde par des politiques publiques ?

Par Lorenzo Barrault-Stella (sociologue, CNRS) et Pierre-Édouard Weill (sociologue, université de Bretagne-Occidentale)

Remerciements à Juliette Thonma-Hubert et Nicolas Vanhaert-Couturier (professeurs de sciences économiques et sociales)

« La croissance, j’irai la chercher avec les dents. »

Nicolas Sarkozy, mars 2007

Réchauffement climatique, « terrorisme », « crise » des réfugiés, hausse du chômage, mal-logement, ségrégation urbaine, inégalités face à l’école, etc. La diversité des phénomènes sur lesquels les professionnels de la politique prétendent pouvoir agir est infinie. Mais les politiques publiques changent-elles si facilement le monde ? Certaines produisent les effets escomptés (par exemple, la réduction du temps de travail). Ce n’est pas le cas le plus souvent. Les écarts entre les objectifs affichés et les transformations effectives résultent, parfois, d’un déficit de mise en œuvre et de moyens sur le terrain. Mais ces écarts peuvent aussi avoir été anticipés, voire espérés, par les dirigeants politiques eux-mêmes. Restituer les possibilités de transformation du monde par les politiques publiques nécessite donc de saisir : 1. la complexité de leur élaboration ; 2. la diversité de leurs mises en œuvre locales ; 3. les attitudes des groupes sociaux qui y sont confrontés.

Vignette 1

L’impulsion politique de l’action publique peut n’être qu’affichage

C'est dans le décor feutré des salles de réunion ou des couloirs des institutions internationales, des ministères ou des assemblées parlementaires, que sont élaborées, en grande part, les politiques publiques les plus légitimes (traités, lois, politiques publiques nationales).

Mais analyser l'impulsion de l'**action publique** au plus haut niveau suppose de renoncer aux mythes bien ancrés d'un volontarisme politique tout-puissant et de l'application systématique des décisions annoncées.

Un retour sur les discours de la campagne présidentielle de 2007 montre, par exemple, comment l'annonce de **réformes** suit des contraintes spécifiques, alors que leur réalisation **obéit** à de tout autres obligations.

Le 31 décembre 2006, le président de la République Jacques Chirac annonce ainsi qu'il souhaite « mettre en place un véritable droit au logement opposable ». Il officialise alors la mise sur agenda d'une revendication portée, depuis le début des années 2000, par les principales associations d'insertion et de « droit au logement ». Cependant, aucun programme d'action spécifique n'est précisé pour « faire du droit au logement une réalité », ni même envisagé par le gouvernement. Jacques Chirac enjolive de la sorte son bilan par une initiative en faveur de l'accès à un droit fondamental mais, *de facto*, il en reporte la responsabilité sur son successeur. L'hypothèse de sa nouvelle candidature était déjà très affaiblie.

La loi DALO (droit au logement opposable) n'aura dès lors, au final, qu'une portée limitée. Une fois Nicolas Sarkozy élu président de la République en 2007, les décrets d'application de la loi, rédigés au sein du cabinet de Christine Boutin, ministre du Logement et de la Ville, se révéleront restrictifs. Ils limiteront son champ d'application doublement : en établissant, d'une part, des critères de définition des situations « prioritaires et urgentes » très « bornés » ; et, d'autre part, par la mise en place de commissions départementales permettant de filtrer les recours à la justice administrative. En outre, sera très encadré, et faible, le montant des condamnations de l'État, en cas d'absence de relogement des ménages en situation désignée prioritaire. La ministre du Logement du premier gouvernement de Nicolas Sarkozy s'était pourtant mise en avant, au sein de son camp, par son engagement en faveur des sans-abri. Mais elle est restée une ministre de second rang dans le gouvernement Fillon,

dotée d'un portefeuille sans grands moyens. Tandis que les lobbies des propriétaires immobiliers jouissaient, eux, d'un poids considérable et d'une influence puissante auprès des parlementaires « sarkozystes ».

Dans le même sens, les concurrences pré-présidentielles entre les candidats potentiels de la droite républicaine (l'héritier chiraquien Dominique de Villepin et Nicolas Sarkozy) ont poussé le futur vainqueur à proclamer la « suppression » radicale de la carte scolaire¹, mise en place dans les années 1960. C'était là une façon nette d'exhiber sa « franche rupture » avec les solutions préconisées par son prédécesseur et par le Premier ministre de Villepin : lesquels avaient conservé la carte scolaire, en laissant les autorités locales procéder à des ajustements par dérogations. Nicolas Sarkozy savait aussi qu'une telle promesse ne coûtait à première vue pas grand-chose économiquement et qu'elle était populaire, selon les sondages d'opinion et parmi son électorat. Néanmoins, dans les faits, une fois élu, seul un encouragement officiel à accorder des dérogations fut effectué en 2007. Et, à l'issue du quinquennat, la carte scolaire n'avait toujours pas été supprimée car, faute d'outil alternatif, elle constitue un instrument de gestion indispensable à l'administration scolaire et aux collectivités territoriales. Et puis, aucun gouvernement ne « bouge » facilement l'administration scolaire, ainsi que les collectivités territoriales, qui fonctionnent selon des routines propres.

Ces promesses de campagne sur le logement ou l'éducation, suivis de programme d'action publique plus ou moins aboutis, illustrent bien à quel point les dirigeants politiques doivent sans cesse montrer qu'ils agissent ou agiront : mais il y a loin entre l'annonce de telle politique publique et sa mise en œuvre, et encore plus loin entre son annonce et ses effets réels.

De toute façon, que ces discours se concrétisent ou non sous une forme légale ou réglementaire, ils font l'objet de retraductions, à différents échelons inférieurs de l'administration.

1. La carte scolaire désigne un système d'affectation des élèves dans une école, un collège ou un lycée publics situé dans un secteur géographique où ces élèves sont domiciliés.

Vignette 2

Composition des cabinets ministériels et conduite des politiques publiques

Nous sommes le 27 octobre 2012, après une nouvelle manifestation contre les logements chers. Ministre de l'Égalité des territoires et du Logement, Cécile Duflot reçoit les associations qui, depuis des années, réclament un moratoire sur les expulsions et la réquisition des logements vacants au profit des sans-abri. À la sortie, sur le perron du **ministère**, elle annonce : « Je ferai appel à l'ensemble des moyens disponibles, la réquisition fait partie de cette panoplie. » Ces annonces en faveur des sans-abri et mal-logés ont **fait** grand bruit. Elles ont suscité certains espoirs chez les militants associatifs, avec lesquels la ministre affichait publiquement sa proximité.

Cinq ans plus tard, aucun résultat significatif. Sur la période, les services d'hébergement, en grande partie délégués à des associations, restent largement sous-financés en regard des besoins sociaux qui augmentent, voire ils ont subi plusieurs plans d'« économie », notamment les centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS), qui travaillent sur l'accompagnement et l'insertion des personnes, sur plusieurs années.

En 2016, la Fédération nationale des associations de réinsertion sociale (FNARS) s'est d'ailleurs indignée qu'une majorité des SDF appelant le 115 ne reçoivent aucune proposition d'hébergement. Cette même année, plus de 90 000 personnes occupaient durablement un « logement » qui n'en est pas un : une tente, un mobile-home, une cabane, etc. Les habitations de fortune se sont multipliées sous les autoroutes, dans les terrains vagues ou les friches industrielles : 582 bidonvilles regroupaient, en 2016, 18 000 habitants, dont plus de 4 000 mineurs, sans eau potable ni toilettes².

Il serait simpliste d'imaginer que, annonçant des réquisitions de logements vacants, Cécile Duflot anticipe leur impossibilité. L'incapacité du ministère à les imposer dans les arbitrages interministériels, l'inaptitude à résister aux intérêts coalisés des bailleurs privés tiennent pour une large part au recrutement du cabinet de Cécile

2. Fondation Abbé-Pierre, *L'État du mal-logement en France. 21^e rapport annuel*, 2016. p. 139-140.

Duflot³ : un premier cercle de conseillers distants socialement des personnes sans-abri, et éloignés du traitement de leurs problèmes durant toute leur carrière. L’aveuglement ou, du moins, le refus de prioriser certaines urgences sociales procèdent, la plupart du temps, de la trajectoire des individus qui conduisent l’action publique et ses réformes.

Le premier directeur de cabinet de Cécile Duflot est fils d’une magistrate et d’un conseiller à la Cour des comptes. Haut-fonctionnaire à Bercy, il rejoint le ministère du Logement après un de ces cursus mixtes typiques des nouvelles élites administratives (ESSEC, Sciences Po, ENA). Son successeur, auparavant directeur adjoint, avait suivi le même parcours, mêlant écoles de commerce et écoles du pouvoir d’État : École supérieure de commerce de Paris (ESCP), puis Sciences Po et l’ENA. Conseiller d’État de 2004 à 2007, il était, en parallèle, directeur du Centre de prospective de la gendarmerie nationale, avant de devenir, sous Nicolas Sarkozy, conseiller juridique au secrétariat général du gouvernement. Le co-directeur adjoint du cabinet de Cécile Duflot occupait déjà une fonction similaire auprès de cette dernière à la région Île-de-France, après avoir officié en tant que conseiller ministériel de Dominique Voynet, puis d’Yves Cochet, à l’Aménagement du territoire et à l’Environnement. Quant à la cheffe de cabinet de la ministre, elle a fait toute sa carrière dans le corps préfectoral. Un autre conseiller important, celui chargé du « Grand Paris », a été chef de cabinet de Laurent Fabius, ministre de l’Industrie en 1983. Il a, ensuite, effectué un long passage dans le privé, avant de revenir aux affaires publiques, et dirigé en 2007-2008 les opérations des sociétés possédées par le fondateur d’Endemol France. Personne dans ce cabinet, fort représentatif des élites administratives françaises, ne vient du milieu associatif ou syndical. Difficile de se battre pour les sans-abri et les mal-logés avec une équipe si éloignée de leurs urgences quotidiennes. Et les membres de ce cabinet n’ont individuellement ou collectivement aucune capacité d’influence administrative ou politique par rapport aux « grands ministères ».

L’épisode Duflot refermé, le ministère a été confié à Sylvia Pinel, auparavant secrétaire d’État au Commerce et à l’Artisanat, proche des entreprises et peu familière

3. Nous reprenons ici l’analyse de Willy Pelletier, « Un cabinet hors-sol et l’abandon des sans-logis », in Hélène D’Arnicelli, Pierre Khalfa et Willy Pelletier (dir.), *Un président ne devrait pas faire ça !*, Syllepse, Paris, 2016.

des questions de logement : bref, la secrétaire d'État chargée du petit patronat. Tout était dit. Nommée à l'avant-dernier rang protocolaire, la ministre n'a pas véritablement gouverné le logement, alors directement pris en charge à Matignon, par l'ancienne directrice du Logement et de l'Habitat à la Ville de Paris, « reconnue » et « appréciée » dans le « monde de l'immobilier » (elle intégrera en 2017 le conseil d'administration de la fondation de la société immobilière Nexity).

Vignette 3

Les interprétations localisées des réformes

Pour comprendre dans quelle mesure les politiques publiques peuvent agir sur le monde, il faut aussi s'intéresser à leurs interprétations localisées. Et repérer quelles catégories d'agents publics les traduisent localement, plutôt qu'ils ne les « appliquent ».

En France, les réformes de l'État, entamées au début des années 2000, ont renforcé la distinction entre fonctions de pilotage et fonctions d'exécution, conformément aux principes du nouveau management public. Ces réformes ont ouvert de nouvelles opportunités d'action aux hauts cadres de l'administration déconcentrée, du préfet à l'inspecteur d'académie. Ceux-ci sont supposés traduire des objectifs généraux et abstraits, énoncés au niveau supérieur, en prescriptions locales et règles pratiques. Mais ils ont aussi leurs « intérêts » propres. Leurs « applications » des politiques publiques consistent donc en des transactions entre les injonctions des « autorités supérieures » et ce qu'ils peuvent et doivent faire « à leur niveau », à « leur étage de jeu » : pour ne pas s'aliéner leurs subordonnés propres ou ne pas se discréditer à leurs yeux, par exemple ; ou bien encore pour ne pas chambouler le monde des hauts représentants patronaux, associatifs ou élus, avec qui ils composent en permanence.

Il en va de même pour les cadres supérieurs des collectivités locales, dont la décentralisation a renforcé les prérogatives. Dans les régions, les départements ou les villes, ils appuient les élus dans la définition des priorités locales. En même temps

qu'ils encadrent l'action des agents de leurs services, qui gèrent les publics ciblés par les politiques nationales. Ils doivent ainsi composer triplement : d'une part, avec les enjeux des élus dont ils dépendent ; d'autre part, avec les enjeux des services qu'ils ne peuvent diriger qu'à condition de les préserver un minimum ; et, par ailleurs, avec les spécificités sociales des « publics » affrontés, lesquels sont localement différents (alors que les directives nationales sont généralement indifférentes à ces disparités localisées).

Enfin, au sein des établissements publics, des cadres intermédiaires jouent aussi un rôle crucial dans l'introduction de réformes managériales. Par exemple, dans les établissements publics de santé, les réformes prennent corps à travers la collaboration de cadres hospitaliers, épaulés par des consultants privés, avec des médecins et d'autres personnels soignants, confrontés aux malades. Là encore, beaucoup d'intérêts entremêlés obligent à des transactions. C'est ainsi, pour ne prendre qu'un exemple, que les professionnels de santé ont souvent (et heureusement) freiné des changements inadaptés, tels que la tarification à l'activité dans les services publics hospitaliers, qui relègue au second plan les intérêts des malades. Les encadrements administratifs doivent « faire avec ».

Pour ces catégories différentes de cadres de l'action locale, l'interprétation locale des réformes « venues d'en haut » ne va donc jamais sans conflits ou résistances larvées, ou ralentissements ou « transactions ». À plus forte raison, quand les enjeux des politiques concernées heurtent localement des positions acquises, ou des routines de fonctionnement, ou des clientèles locales. Et surtout lorsque, comme c'est fréquemment le cas, les moyens humains et financiers sont limités pour « appliquer localement » les réformes.

Le cas de la réforme de la carte scolaire illustre bien ces difficultés d'interprétation localisée des réformes, en l'absence des moyens nécessaires à leur concrétisation. À la suite des annonces de réforme du ministère en 2007, les services des inspections académiques se sont vus dans l'incapacité matérielle d'accorder des dérogations scolaires à l'ensemble des familles les sollicitant. En attestent l'augmentation des demandes en 2008 et le déclin rapide de leur taux de satisfaction les années suivantes, du fait des capacités d'accueil limitées des établissements les

plus demandés. Si bien que les conseils généraux ont poursuivi l'application de la carte scolaire après 2007 et continuent aujourd'hui.

Dans tous les cas, les cadres de l'action publique bénéficient d'une certaine autonomie pour définir les solutions opérationnelles, en réponse aux objectifs réformateurs énoncés au niveau supérieur.

Vignette 4

L'autonomie des mises en œuvre sur le terrain

Un troisième niveau d'analyse concerne le travail « sur le terrain » des agents publics « en première ligne » et au contact des usagers des services publics.

Les agents publics, directement chargés d'appliquer les réformes « venues d'en haut », disposent dans leur activité quotidienne de marges de manœuvre, plus ou moins visibles, mais tout de même importantes. Ils peuvent, dans certains cas, neutraliser, détourner ou même occulter une « réforme » ou une politique publique, surtout lorsque celle-ci est floue ou peu cadrée.

Aux guichets des services publics, par exemple, les arrangements avec les règles et les adaptations aux situations singulières des usagers ne cessent pas.

Dans le cas de l'immigration, selon qu'il s'agisse d'agents de sexe masculin ou féminin, ou bien d'anciens ou de jeunes agents préfectoraux, les dossiers des demandeurs étrangers sont traités avec plus ou moins de souplesse. Les agents se montrent inégalement accueillants et bienveillants⁴. Leurs degrés d'identification aux demandeurs étrangers, ou leur distance vis-à-vis d'eux, leurs rapports à leurs propres carrières ou aux chaînes hiérarchiques, et même les préférences personnelles (voire politiques) des agents, font une grande différence dans les façons d'envisager les situations et les requêtes des demandeurs d'asile, notamment. Selon « celui ou celle qui reçoit » la personne immigrée, selon la « relation » entre elle et l'agent, la

4. Voir par exemple l'enquête d'Alexis Spire, *Accueillir ou reconduire. Enquête sur les guichets de l'immigration*, Raisons d'agir, Paris, 2008.

décision finale pourra être très différente, jusqu'à des résultats contradictoires ou injustes s'agissant de dossiers proches.

C'est aussi ce qui se passe dans les caisses d'allocations familiales (CAF) où les guichetiers disposent d'un important pouvoir d'adaptation aux situations individuelles : le contrôle des bénéficiaires de minima sociaux est inégalement drastique, selon qui sont les contrôleurs et selon leurs relations, plus ou moins heureuses ou déifiantes, aux publics de la CAF, selon qu'ils soient d'origine étrangère, en couple ou non, etc.

Les agents publics « de première ligne » vis-à-vis des usagers des services publics gardent toujours une certaine part d'autonomie sur le terrain, et ajustent ainsi ou même déforment les objectifs des politiques publiques énoncées « d'en haut ».

Une interaction avec un policier censé appliquer les mêmes règles juridiques à toutes et tous peut donner lieu à une verbalisation ou non, selon « qui est le policier », « quel est son parcours » et « comment il se représente la personne qu'il contrôle ». De même, pour des faits similaires (par exemple, la détention de stupéfiants), certains juges ont la main lourde, tandis que d'autres ferment les yeux. Les trajectoires sociales des magistrats, comme leurs orientations politiques et syndicales, les conduisent à se montrer variablement punitifs face à des faits équivalents. L'alourdissement des peines pour les individus reconnus coupables de viol n'est, par exemple, pas sans lien avec la féminisation de la magistrature.

Idem pour les fonctionnaires chargés d'attribuer des dérogations à la carte scolaire. En fonction de « qui sont ces fonctionnaires », ils peuvent considérer que ces dérogations sont contraires à la mixité sociale et se montrer parcimonieux dans leur attribution, ou encore valoriser les demandes de certaines familles considérées comme « méritantes », hors de tout critère juridique. Dans certains cas, ce sont la morale familiale et le conformisme scolaire qui sont valorisés par les agents publics, suivant leurs critères propres d'évaluation, au moment d'estimer le « mérite » qui justifie ou non l'octroi d'une dérogation.

Ainsi, l'autonomie des agents publics de terrain, en contact avec les usagers, freine (heureusement ou malheureusement) ou accélère la mise en œuvre réelle des politiques publiques « décidées au sommet ».

Cette autonomie s'avère encore renforcée lorsque leur mise en œuvre est confiée à des organismes privés. Ce qui est de plus en plus le cas. Car la compression des budgets publics, la réduction des effectifs et du périmètre d'action des administrations publiques s'accompagnent d'une tendance à externaliser vers des opérateurs privés des fonctions d'accueil des usagers ou de traitement de leurs dossiers, jusque-là exercées par des agents publics. D'inspiration néolibérale, cette délégation de services publics est massive dans les domaines de l'accès au logement et pour l'hébergement des personnes défavorisées, ou bien encore en matière d'assistance aux demandeurs d'asile. Cela vaut aussi pour l'accompagnement vers le retour à l'emploi, des entreprises privées sont mobilisées pour le suivi et le placement des chômeurs. Avec quels contrôles effectifs ? Le cabinet C3, leader du secteur, a été convaincu de nombreuses fraudes en 2013 : il produisait de faux contrats de travail, lesquels lui permettaient de facturer à l'État de prétendues « sorties positives » vers l'emploi, pour les bénéficiaires du plan Espoir Banlieues en Seine-Saint-Denis.

Certes, cette délégation ne s'applique pas encore officiellement en France à des personnes privées, qui ne représentent officiellement qu'elles-mêmes, comme c'est par exemple le cas dans certains quartiers populaires en Argentine, où des prestations sociales sont distribuées *mano a mano*, en tenant à distance les critères juridiques édictés par l'État, au profit de pratiques clientélares. Mais, quoique moindre, la dérive clientélaire est à craindre, lorsque les intérêts privés d'organismes privés sont à l'œuvre, là où, hier, les services publics avaient un monopole de gestion des prestations rendues à des usagers (lesquels n'étaient pas appréhendés comme des « clients »).

Vignette 5

Les résistances et contournements des « publics »

Enfin, on n'oubliera pas que la capacité des politiques publiques à produire des changements dépend pour une large part des réactions des groupes sociaux que l'action publique prétend réguler.

Par exemple, l'inflation des règles communautaires autour de la « libre concurrence » en Europe empêche-t-elle toujours les situations d'oligopole ou d'entente autour des prix ? Les marchés de la téléphonie mobile ou encore de la vente de vitamines l'illustrent : à chaque fois, la maximisation du profit recherchée par les grandes entreprises les conduit à s'accorder pour aménager, entre elles, les règles de la concurrence édictées par les autorités publiques...

De même, la multiplication des dispositifs de contrôle face à la fraude fiscale, permet-elle de réduire les sous-déclarations et divers petits arrangements avec l'impôt dans les classes supérieures ? Dans ces milieux, la sous-estimation des actifs comme le recours à diverses niches fiscales constituent des procédés ordinaires pour dissimuler des revenus ou du patrimoine.

En réalité, la capacité à contourner l'action publique, qui résulte de décisions politiques, s'avère, sur le terrain, très inégale selon les groupes sociaux et les contextes. Les individus visés par une politique publique sont, plus ou moins, selon leurs capitaux et notamment leur capital de relations, en mesure d'y résister, ou encore de faire mine de s'y conformer en neutralisant ses contraintes.

Pour reprendre l'exemple de la carte scolaire, les objectifs de « mixité sociale » et de lutte contre les ghettos qui lui sont associés n'ont jamais empêché les familles les plus favorisées de les contourner – par le jeu des options scolaires, ou avec la déclaration de fausses adresses, car leurs réseaux familiaux ou relationnels le permettent. Dans certains quartiers socialement mixtes, des parents issus des classes moyennes supérieures investissent les associations de parents d'élèves notamment pour obtenir l'ouverture de sections protégées (par exemple, des sections internationales ou artistiques) et pour re-hiérarchiser ainsi les établissements scolaires, ce qui « protège » leurs enfants des promiscuités jugées indésirables.

La gamme des adaptations ou des résistances actives aux contraintes de l'action publique est, on le voit, des plus variées. Ce qui souvent accentue les inégalités sociales, genrées ou ethno-raciales. Mais, dans nombre de cas, les comportements des « publics » visés par les politiques publiques sont aussi déterminants, sinon plus, que les réformes officiellement annoncées.

Morale de l'histoire

Les politiques publiques changent-elles facilement le monde ? On peut légitimement en douter, même si chaque cas diffère. Certes, les professionnels de la politique mettent régulièrement en avant leur capacité à intervenir sur les « problèmes » économiques et sociaux, « pour les régler ». Ils exhibent sans cesse leur capacité à produire du changement. Mais c'est avant tout pour entretenir la croyance dans leur puissance d'agir, conformément à la théorie démocratique officielle.

Lexique de désenfumage

Action publique : on peut définir l'action publique comme l'ensemble des relations, des pratiques et des représentations qui concourent à la production politiquement légitimée de modes de régulation des rapports sociaux.

Réforme : changement de caractère profond apporté à une institution ou aux formes de régulation dans un domaine, dans le but affiché d'améliorer son fonctionnement. La mise en scène d'une réforme est partie prenante du travail routinier de légitimation politique.

À lire

Lorenzo Barrault-Stella, *Gouverner par accommodements. Stratégies autour de la carte scolaire*, Dalloz, Paris, 2013

Nicolas Belorgey, *L'Hôpital sous pression*, La Découverte, Paris, 2011

Vincent Dubois, « L'action publique », in Cohen Antonin, Lacroix Bernard et Riutort Philippe (dir.), *Nouveau manuel de science politique*, La Découverte, Paris, 2009, p. 311-325

Patrick Hassenteufel, *Sociologie politique : l'action publique*, Armand Colin, Paris, 2010

Pierre-Édouard Weill, *Sans toit ni loi ? Genèse et conditions de mise en œuvre de la loi DALO*, Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2017